



Éditorial : Le Naturel P.2



Les abatteurs de bétail pauvres privés de leur modeste activité P.3



Santé publique : Les agents conventionnés attendent seize mois de prime de garde P.4



L'opposant et cadre de l'ARD Ahmed Ali Mohamed encore en détention P.5



L'opposant et coordinateur du MRD est de retour en Europe P.6



Soudan : Une guerre pour le pouvoir fait rage entre militaires et paramilitaires P.7



Les prêts chinois à l'Afrique inquiètent le président de la Banque mondiale P.8



Récit : En l'autre P.9

Ce vendredi est fête de l'Eid-el-Fitr à Djibouti



Président de la République son excellence ISMAIL OMAR GUELLEH
Photo: Présidence de la République Djibouti



Mahamoud DJAMA

Aujourd'hui, vendredi 21 avril 2023, c'est aussi jour de fête. La fête de l'Eid-el-Fitr. Celle qui marque la fin du mois sacré du Ramadan. Les musulmans de Djibouti et des autres pays la célèbrent.

A Djibouti, l'Eid est là, célébrée par la quasi-totalité des Djiboutiens dans ce pays dont l'islam est la religion de plus de 99% de la population. La fête a débuté dès hier soir, après son annonce. Les mosquées du pays ont donné le ton, répétant le ri-

tuel "Allah est Grand". A suivi la prière de l'Eid au matin. Puis place au petit-déjeuner à l'ambabour, cette galette spéciale localement prisee.

Mais l'Eid ne peut pas masquer la mauvaise situation du pays,

Les plus jeunes, enfants et adolescents, ne sont pas en reste qui fêtent partout la fin du Ramadan. Habillés de neuf si possible, ils font la tournée des proches qui, lorsqu'ils le peuvent, leur offrent friandises et menue monnaie. Avec celle-ci, les petits se paient divers jeux dont la fameuse ba-

lançoire. La fête, c'est encore la fameuse formule Eid Mubarak qui revient sur les lèvres, supplantant parfois l'ordinaire salamalec.

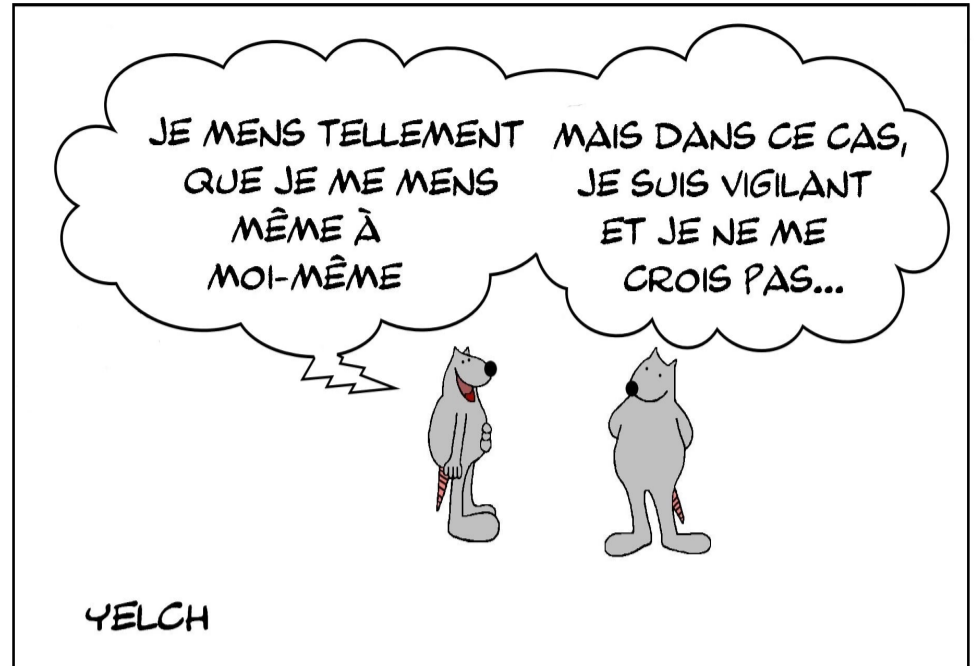
Mais l'Eid ne peut pas masquer la mauvaise situation du pays, tant au plan économique et social qu'au niveau politique. Une situation dont les stigmates se rappellent à toutes et à tous. Partout, la détresse se lit sur les visages des pères ou des mères qui n'ont pas pu offrir à leurs enfants cadeaux et ou vêtements neufs. La détresse se lit aussi sur les visages des enfants des prisonniers politiques et autres détenus d'opinion qui ne peuvent fêter avec leurs pères, détenus sans jugement ou après un

procès expéditif et dont le nombre augmente chaque jour. Détresse, enfin, sur les visages des parents qui ne peuvent fêter avec leurs fils ou filles qui ont fui le pays et ne peuvent plus remettre les pieds sans se faire arrêter.

Alors, Ismail Omar Guelleh, la détresse des citoyens djiboutiens, est-elle synonyme de fête pour vous qui dirigez ce pays?

A toutes les Djiboutiennes et à tous les Djiboutiens, particulièrement à tous les damnés du pays, nous souhaitons bonne fête. Eid Mubarak■

EDITORIAL: Le naturel



Mahamoud DJAMA

C'était dans son dernier entretien avec son ami François Soudan de Jeune Afrique, publié au début de ce mois d'avril 2023. L'on pouvait lire de la part d'Ismail Omar Guelleh, patron du pouvoir en place à Djibouti, s'agissant du chef de parti d'opposition Daher Ahmed Farah et donc du MRD (Mouvement pour le renouveau démocratique et le développement) qu'il préside : "Il faut qu'il s'exprime, qu'il organise des meetings, qu'il mobilise. J'y vois deux avantages. D'abord, cela incite nos militants à ne pas s'endormir sur leurs lauriers. Ensuite, cela permet d'évaluer sa (leur) popularité réelle plutôt que sa (leur) popularité fantasmée sur les réseaux sociaux." A le lire, l'on pouvait penser qu'il faisait amende honorable et n'empêchait plus ce parti d'opposition historique et son leader de mener leurs activités politiques.

Que nenni ! A peine l'encre

complaisante de Jeune Afrique séchait-elle que les services secrets de son ami Ismail Omar Guelleh, plus connus sous l'appellation Service de documentation et de sécurité ou SDS, recommençaient à arrêter les membres du MRD. Jeudi 13 avril 2023, le coordinateur du MRD en Europe, Moustapha Ahmed Ali, en provenance de Belgique, était arrêté sans motif connu par des agents secrets à sa descente d'avion, à l'aéroport international de Djibouti. Il était aussitôt placé en détention au secret dans les cellules du SDS, au quartier Plateau du Serpent de la capitale. Il y croupit depuis lors, sans aucune forme d'assistance, ni juridique, ni médicale, ni autre. Ni sa famille ni ses proches ne peuvent l'approcher, ne serait-ce que pour lui remettre ses repas. Sauf une fois où son père l'aurait vu de près.

Plus tôt, mardi 11 avril 2023, Ahmed Ali Ahmed, un cadre du parti d'opposition ARD (Alliance républicaine pour le développement) était arrêté par la

police, jeté en détention dans les cellules de la brigade des affaires criminelles puis incarcéré à la prison de Gabode de Djibouti-ville. Ce, pour avoir exprimé son opinion sur un sujet. La veille, lundi 10 avril, de modestes abatteurs indépendants de bétail étaient massi-

Entre les paroles et les actes, l'écart n'a point tardé à se manifester chez l'homme aux cinq mandats de pouvoir. Il s'est exprimé pour dire une chose et a fait agir ses services pour faire l'inverse. Il ne pouvait pas mieux faire pour se démentir. C'est un aveu de mensonge. Un de plus.

vement arrêtés par la même police et jetés en détention au centre de rétention administrative de Nagad, à la périphérie de la capitale. Ce, pour avoir protesté contre la confiscation de leur gagne-riz au profit d'un

dignitaire du régime déjà bénéficiaire de la privatisation du service public Parc à bestiaux de Djibouti-ville. Cet homme, l'ex-député Elmi Moussa Hassan, leur impose un statut de salarié et une spoliation à hauteur de 300 francs Djibouti (FD) sur les 1000 FD (moins de 6 dollars américains) qu'ils gagnent par bête abattue.

Entre les paroles et les actes, l'écart n'a point tardé à se manifester chez l'homme aux cinq mandats de pouvoir. Il s'est exprimé pour dire une chose et a fait agir ses services pour faire l'inverse. Il ne pouvait pas mieux faire pour se démentir. C'est un aveu de mensonge. Un de plus.

Bien entendu, ce n'est pas la première fois. Les Djiboutiens et le monde se souviennent, par exemple, de ses promesses répétées mais non tenues de ne pas se maintenir au pouvoir. Ils ne sont donc pas surpris. Le naturel reste, dirait le dicton ■

Les abatteurs de bétail pauvres privés de leur modeste activité



Mohamed Ibrahim

Ce n'est un secret pour personne, le Parc à bestiaux de la capitale djiboutienne, situé à Balbala, en banlieue populaire de la ville, n'existe plus en tant que service public. Depuis 2013, il est devenu une juteuse entreprise privée. Son patron n'est autre qu'un ancien député du pouvoir en place, un certain Elmi Moussa Hassan, très lié à l'autocrate Ismail Omar Guelleh et à son cousin Djama Ali Guelleh, inamovible directeur général d'Électricité de Djibouti (EDD). Le sieur Elmi Moussa Hassan est d'ailleurs un ancien cadre protégé d'EDD. Selon plusieurs sources, il a été formé

par et pour l'EDD de Djama Ali Guelleh.

Depuis la privatisation du Parc à bestiaux, le sieur Elmi Moussa Hassan ne cesse de mener un véritable nettoyage pro-

Ils étaient rémunérés à raison de 1000 francs Djibouti (FD) par bête abattue, soit moins de 6 dollars.

fessionnel anti-pauvres à Balbala. Il a fait disparaître nombre de petites activités de subsistance qui gravitaient autour du

Parc à bestiaux : intermédiaires entre propriétaires de bétail et acheteurs, petits élevages de bétail alentour, petits restaurants populaires, vendeuses de thé, etc.

Il vient de faire tomber dans son insatiable escarcelle l'une des toutes dernières modestes activités qui restaient : l'abattage indépendant de bétail pratiqué par des pères et des mères de famille pauvres. Ces derniers formaient une association appelée Midimaal (Praticiens du cou-teau) et exerçaient librement leur métier, traitant directement avec les clients cherchant un abatteur. Ils étaient rémunérés à raison de 1000 francs

Djibouti (FD) par bête abattue, soit moins de 6 dollars. Comme ils étaient nombreux, ils gagnaient rarement plus de 1000 FD par jour, ce qui est trop peu compte tenu du coût exorbitant de la vie à Djibouti.

Depuis lundi 10 avril 2023, ce métier n'existe plus. Il a été avalé par l'entreprise du sieur Elmi Moussa Hassan. Ce jour-là, la police est intervenue en force contre les abatteurs indépendants pauvres. Pas moins de soixante d'entre eux ont été arrêtés et jetés en détention au sinistre centre de rétention administrative de Nagad.

Mohamed Ibrahim

Ce, sous les yeux d'une délégation de personnages repus venus superviser la mise à mort professionnelle de ces pauvres abatteurs. Selon nos informations, étaient présents : Elmi Moussa Hassan et son préposé au Parc, l'inamovible directeur d'EDD, Djama Ali Guelleh, le président de l'autorité des ports et zones

franches de Djibouti, Aboubaker Omar Hadi. Pour les protéger de la colère des pauvres, ils avaient fait venir le chef de la police de Balbala Hodan, Colline Farah Had, le colonel Saïd Absieh.

Elmi Moussa Hassan, fort de ses protections, a imposé aux abatteurs pauvres de lui donner 300 sur les 1000 FD qu'ils gagnent, lorsqu'ils ont la chance

d'abattre une bête. Il leur a également imposé de leur donner jusqu'aux abats blancs (estomacs, pieds et autres têtes) habituellement offerts à des mères de famille pauvres qui en vendent une partie et font cuir l'autre partie pour leurs enfants. Oui, Elmi Moussa Hassan s'abat même sur les abats blancs que les habitudes alimentaires djiboutiennes considèrent comme peu nobles et que,

faute de mieux, prennent les mères pauvres.

Au moment où nous bouclons cette édition, les abatteurs pauvres de bétail croupissent toujours à Nagad. Leur association aurait tout de même saisi le parquet d'une plainte pour atteinte grave à leur droit à la survie, apprend-on. A suivre de près■

Santé publique : Les agents conventionnés attendent seize mois de prime de garde

Mouna Ali

Comme nous en avons déjà rendu compte dans ces colonnes, le problème de la prime de garde est récurrent à la Santé publique djiboutienne. Les agents se plaignent régulièrement de retards dans son paiement. Ils évoquent de longs retards qui se comptent en mois, parfois plus. Comme tenu de la modestie des salaires des agents concernés, particulièrement les paramédicaux (infirmiers, aides-soignants, sages-femmes, brancardiers), techniciens, administratifs et autres, le non-paiement de cette prime est clairement ressenti au quotidien. C'est une ressource en moins et des difficultés financières en plus pour les intéressés.

Cette semaine, La Voix de Djibouti a rencontré des représentants des agents conventionnés de la santé publique. Ce sont des

agents liés à l'État par un contrat de travail de type privé, régi par les conventions collectives. Ils travaillent dans les soins (aides-soignants, brancardiers), dans la technique (agents d'entretien, femmes de ménage, chauffeurs), dans l'administration, ou encore ailleurs. Ils se plaignent de ne pas avoir touché leur prime de garde depuis seize mois. Seize mois de retards ! Pas moins ! Selon eux, il leur manque toutes les primes de l'année 2022, celle de septembre 2021 et les primes des trois premiers mois de l'année 2023.

Cela fait beaucoup, beaucoup trop. Comment peuvent-ils subvenir à leurs besoins et subsister sans leur prime de garde qui est un élément indispensable du salaire ? Avec quel moral peuvent-ils affronter un quotidien professionnel qui n'est pas des plus faciles ?

“Nous y pensons sérieusement, car nous n'en pouvons plus”, ont déclaré leurs représentants à LVD.

Du point de vue juridique, il y a là une entorse au contrat de travail. En effet, l'État employeur ne s'acquitte pas ici de son obligation contractuelle de payer salaires et primes de garde en contrepartie du travail fourni par les agents concernés. Il en résulte que ces derniers peuvent saisir le tribunal de travail pour non-respect du contrat de travail et demander des dommages et intérêts en plus de leurs arriérés de primes.

Comme ils nous l'ont dit, les agents conventionnés se réservent le droit de faire grève pour obtenir leur dû. “Nous y pensons sérieusement, car nous n'en pou-

vons plus”, ont déclaré leurs représentants à LVD.

C'est là une autre illustration d'une mauvaise gouvernance qui ne cesse d'empirer. Mise en lien avec les difficultés croissantes que connaît l'administration publique générale à payer la solde de ses agents, cette affaire de prime de garde en dit long sur le dépérissement de l'État djiboutien. A suivre de près■



MINISTÈRE DE LA SANTÉ

L'opposant et cadre de l'ARD Ahmed Ali Mohamed encore en détention

Osman Robleh

Mardi 11 avril, Ahmed Ali Mohamed, cadre du parti d'opposition ARD (Alliance républicaine pour le développement), a été arrêté par la police qui l'a placé en garde à vue. Puis, il a été incarcéré à la sinistre prison Gabode. Motif, il s'est exprimé sur une affaire qui l'a interpellé de transferts de réfugiés du Nord au Sud du pays.

Selon nos informations, il a été arrêté sur une plainte du ministère de l'intérieur. Il a comparu

jeudi 13 avril devant le juge, mais la partie plaignante n'a pas daigné se présenter à l'audience. Acte délibéré ?

En tout cas, cette absence a entraîné la prolongation de sa détention dite préventive. A nouveau, il a comparu hier jeudi 20 avril 2023. Nouvelle absence du représentant du ministère de l'intérieur et nouveau renvoi de l'affaire. Cela suggère que le plaignant n'a pas grand-chose à opposer à l'opposant devant le juge et qu'il cherche à le faire maintenir abusivement en prison. A suivre

de près ■



Le colonel Moustapha Ali Handouleh consigné et relevé de ses fonctions ?

Sahal Hassan

Depuis sa prise du pouvoir en 1999, Ismail Omar Guelleh s'est doté de ce qu'il appelle un cabinet militaire. Il n'a rien inventé puisqu'il a juste copié sur d'autres. Du copier-coller, comme il en a l'habitude. De ce cabinet, était membre un colonel de l'armée djiboutienne, Moustapha Ali Handouleh, l'un des rares officiers déjà formés comme tels à l'indépendance.

Nous apprenons qu'il a été con-

signé à domicile (mis aux arrêts) et relevé de ses fonctions au sein du prétendu cabinet militaire. Selon plusieurs sources, il aurait refusé d'exécuter certains ordres illégaux d'Ismail Omar Guelleh. Elles précisent qu'il aurait refusé d'assurer un appui aérien par drones au profit de l'une des deux parties en conflit armé de l'autre côté des frontières nationales. Toujours selon ces sources, cette partie serait l'armée somalilandaise engagée dans le conflit de Lasanod en région Sool-Sanaag-

Cayn (SSC).

D'où notre question à Ismail Omar Guelleh : Qu'en est-il au juste ? A suivre ■



L'opposant et coordinateur du MRD est de retour en Europe



L'opposant et coordinateur du MRD en Europe, Moustapha Ahmed Ali, expulsé de son pays, Djibouti, après huit jours de détention sans motif

Abdallah Kalil

Il s'appelle Moustapha Ahmed Ali. Il est opposant et coordinateur en Europe du MRD, parti djiboutien historique d'opposition. Comme les réseaux sociaux et des médias traditionnels tels que la BBC en ont fait état, il a été arrêté jeudi 13 avril 2023 à 8 heures par les services spéciaux djiboutiens appelés Service de documentation et de sécurité (SDS). Il l'a été à son arrivée à l'aéroport international d'Ambouli, à Djibouti-ville, capitale djiboutienne. Il arrivait de Belgique où il vit en exil pour

rendre visite à sa famille et à ses proches.

Puis, il a été expulsé du pays jeudi 20 avril 2023, par le vol d'Air France qui l'avait ramené à Djibouti jeudi 13 avril.

Depuis lors, il a été détenu au secret, sans assistance juridique, ni médicale. Aucune information officielle n'a été publiée par les autorités sur le motif de son

arrestation. Il a été détenu bien au-delà des 48 heures de garde à vue, renouvelable une fois. Cela relève de l'enlèvement et de la séquestration.

Puis, il a été expulsé du pays jeudi 20 avril 2023, par le vol d'Air France qui l'avait ramené à Djibouti jeudi 13 avril. Il a été expulsé de son propre pays puisqu'il est Djiboutien. Ce, sans avoir pu revoir ses parents, sa fratrie et ses proches.

Ainsi va la démocratie dont Ismail Omar Guelleh se targue

dans les colonnes complaisantes du journal Jeune Afrique. C'est une dictature qui tente de se cacher derrière son petit doigt.

Tout cela, parce que le courageux Moustapha Ahmed Ali est démocrate convaincu et opposant déterminé. Tout cela, parce que le MRD fait peur au pouvoir en place. Sans doute cet événement fera-t-il date dans les annales de l'histoire politique djiboutienne. A suivre de près ■

Soudan : Une guerre pour le pouvoir fait rage entre militaires et paramilitaires



Waberi Osman

Depuis samedi 15 avril 2023, l'armée nationale soudanaise et les combattants de la puissante force paramilitaire RSF (Rapid Support Force), soit Force de soutien rapide en français, s'affrontent sans ménagements à Khartoum et ailleurs. L'armée est fidèle au général Abdel Fattah Abdelrahmane al-Burhan, son chef, et RSF à son chef et numéro deux du régime, le général Mohamed Hamdan Dogolo que l'on surnomme "Hemetti".

La capitale est la plus touchée par les hostilités entre les deux camps et a pris des allures de champ de bataille. Les appels à la trêve ou au cessez-le-feu ne sont pas entendus, comme si une lut-

te à mort était engagée. Les deux parties s'accusent mutuellement de violer le cessez-le-feu.

Selon les observateurs, ces violences sont l'aboutissement de plusieurs mois de tension entre les deux groupes et surtout entre leurs deux chefs.

Dans cette situation, on l'imagine, les civils sont très vulnérables et paient un lourd tribut. L'absence de trêve et de couloir humanitaire ne leur permet pas d'évacuer les zones dangereuses, de se constituer des provisions de nourriture, de transporter leurs blessés aux hôpitaux ou d'enterrer dignement les corps

sans vie qui jonchent les rues. Il semble que, contrairement aux affirmations de l'armée, la Force de soutien rapide du général Dogolo occupe et contrôle de larges pans de la capitale. Dans les quartiers résidentiels, les miliciens ont arrêté, pillé et commis des exactions contre les civils.

Selon les observateurs, ces violences sont l'aboutissement de plusieurs mois de tension entre les deux groupes et surtout entre leurs deux chefs. A l'origine, se serait une lutte de pouvoir entre les deux généraux les plus puissants du Soudan : le chef de l'armée, Al-Burhan, qui dirige de facto le pays, et son numéro deux, Dogolo.

Rappelons que le dictateur Omar Hassan el-Béchir a été renversé par un coup d'État militaire le 11 avril 2019. Al Burhan et sa junte ont pris le pouvoir. Hemetti a été désigné numéro deux du régime. Le Soudan a cheminé vers un transfert du pouvoir aux civils. Cependant, en octobre 2021, les militaires ont fait un nouveau putsch. Al Burhan et Dogolo ont fait échouer la transition démocratique. Avant que ne s'engage entre eux une lutte pour le pouvoir. A suivre ■

Les prêts chinois à l'Afrique inquiètent le président de la Banque mondiale



Traduit de l'anglais avec BBC : "Les prêts chinois à l'Afrique inquiètent le président de la Banque mondiale"

Mariam Ali

Le président de la Banque mondiale a déclaré à la BBC qu'il est inquiet d'une partie des prêts que la Chine accorde aux économies en développement de l'Afrique. David Malpass affirme que les termes et conditions (de ces prêts, ndlr) ont besoin d'être "plus transparents". Cela intervient dans un contexte d'inquiétude où des pays dont le Ghana et la Zambie peinent à rembourser leurs dettes à Pékin.

La Chine répond que de tels prêts ont été accordés dans les règles internationales. (...) " Ce que j'encourage fortement est qu'ils soient transparents dans leurs contrats. C'est l'un des problèmes. Si vous rédigez un contrat et que vous dites "Mais ne le montrez à personne d'autre", c'est un inconvénient. Alors, éloignez-vous de cela". Il y avait aussi un avertissement "pour que les gouvernements en Afrique n'offrent pas de garantie collatérale comme moyen de séduction pour obtenir un prêt, car cela enferme pour des générations. C'est ce qui arrive avec la Chine" (China's Loans to Africa Worry World Bank President)■



Nos lecteurs ont du talent

Récit : En l'autre



Il y pense depuis maintenant un moment. L'idée lui en est inspirée par sa longue observation de ses semblables, surtout en la partie du monde dont il est issu. Observation ? Il ne peut s'en empêcher. Il observe le monde qui l'entoure, s'auto-observe aussi. C'est l'un de ces traits qui le distinguent des uns et l'apparentent à d'autres.

A son observation, la vie humaine importe particulièrement. Que celle-ci soit égoïste et repliée sur soi, moins égocentrée, ou plutôt altruiste. La vie dans sa diversité comme dans son épaisseur, à l'échelon individuel comme au niveau collectif. La vie et ce qu'elle dit du vivant qu'elle anime.

Il l'observe spontanément, sans angle précis d'attention, interagissant ou non avec ses semblables. Il l'observe aussi de manière intentionnelle, sous tel ou tel aspect, en lien avec un projet de connaissance. C'est une observation à la fois proche et distante. Les experts parleraient d'observation participante, celle où l'implication de l'observateur dans ce qu'il observe n'exclut pas sa distance objectivante.

L'observation d'autrui, il la mène avec une attention exercée. Elle est rendue féconde par ce

que les observés donnent à repérer en mots, émotions et autres actes. Ce sont autant de matériaux qui suggèrent telle ou telle manière d'être. Il nomme son observation d'une expression qui évoque à la fois l'intrusion et l'intérêt heuristique (en découverte) : "entrer en l'autre". N'est-ce pas entrer en autrui que de le percevoir par un effort d'attention, le comprendre et, au besoin, se mettre à sa place ? Pas de malentendu : comprendre quelqu'un n'est pas forcément être d'accord avec lui, c'est le lire.

*Le dicton dit :
"Nin aad taaqaan
waad la joogta",
littéralement :
"Quelqu'un que tu
connais, tu es en sa
présence".*

A l'âge de jeune adulte, il a appris un proverbe somali qui l'a conforté dans son hypothèse de la possibilité de lire les autres, voire de hasarder quelque prévision de leurs actes. Le dicton dit : "Nin aad taaqaan waad la joogta", littéralement : "Quelqu'un que tu connais, tu es en sa présence". Il signifie que connaître suffisamment quelqu'un est comme être tout le temps en sa présence. Cela autorise notamment à dire, sans être témoin oculaire, si le sujet humain a pu ou peut agir de telle ou telle manière. Par

exemple, si une personne est accusée de quelque chose, le degré de connaissance que l'on a d'elle permet d'ajouter foi ou non à l'accusation.

Bien entendu, un être vivant est potentiellement changeant, d'autant plus difficile à connaître et prévoir. Cela dit le risque de se tromper sur lui. Mais comprendre son fonctionnement jusqu'à un certain point, à la lueur de ce qu'il exprime sous une forme ou une autre, est possible. Cela implique la régularité de l'observateur pour saisir les régularités que livre l'observé.

Reste que l'auteur n'est pas ici dans une démarche de type scientifique. Il ne présente pas les résultats d'une analyse rigoureuse de données empiriques. Il est plutôt dans le récit libre, bien qu'adosé à du réel observé. Il a envie d'ajouter que, même dans la fiction qui se veut pure, le réel n'est jamais totalement absent. L'imagination ne se nourrit-elle pas de la réalité ?

*Par la jeunesse,
début ce récit
nomade, donnant
affect et intellect
à de jeunes
personnages.*

Par la jeunesse, débute ce récit nomade, donnant affect et in-

tellect à de jeunes personnages. Dans un contexte qui se reconnaîtra, où le jeune âge est largement majoritaire, un tel choix est moins arbitraire qu'il peut paraître.

Alors, quels premiers personnages : filles ou garçons ? Réponse : Lesquels d'entre eux la vie désigne-t-elle en se formant ? A suivre■